



European Union
Statement

WHO

150th Executive Board

(24-29 January 2022)

Item 2 – Report by the Director-General

Geneva, 24 January 2022

[ENGLISH VERSION]

WHO

150th Session of the Executive Board

Item 2: Report by the Director-General

EU Statement

Chair,
Director-General,
Members of the Executive Board,
Colleagues,

The Candidate Countries the Republic of North Macedonia^{*}, Montenegro^{*}, and Albania^{*}, the country of the Stabilisation and Association Process and potential candidate Bosnia and Herzegovina, as well as Ukraine, the Republic of Moldova and Georgia align themselves with this statement.

It has been two years almost to the day since you declared Covid-19 a PHEIC. The good news is that, we have seen major scientific innovations with the development of mRNA vaccines; we have also seen a major drive in international solidarity with the delivery on January 16, 2022 of the billionth dose of vaccine via COVAX and with the establishment of technology transfer hubs. It remains however worrisome and challenging that, on the other side, the number of new cases is still at record levels, too many countries have not yet been able to reach the vaccination targets, insufficient access to medical countermeasures and the

^{*} The Republic of North Macedonia, Montenegro and Albania continue to be part of the Stabilisation and Association Process.

fight against Covid-19 has led to the neglect and exacerbation of other health issues.

Our common goal remains to bring this crisis to an end as quickly as possible. The EU and its Member States are fully committed to supporting the global response to the Covid-19 pandemic. The EU has already exported 1.4 billion doses of vaccines to over 150 countries and will donate 700 million doses by mid-2022. To ensure that we can “move from vaccines to immunization” worldwide, we must do more. We are not on track in achieving the global goals set for mid-2022. We must rise to the challenge.

The global health architecture has suffered in the past years. The momentum to rectify the gaps and address the challenges is now. The EU is committed to play its part. We have supported from the very beginning the idea of a Pandemic Treaty and we also support a modernization of the IHR(2005).

We also call for the strengthening of WHO’s role in leading and coordinating international health work, in collaboration with partners. Increased efficiency through streamlined governance, accountability, and an Executive Board committed to increased transparency and swift decision making processes, will be key in this endeavour. Sustainable financing also needs to be at the centre of the reinforcement process. We cannot ignore the chronic underfunding of the organization, hampering its ability to step up to Member State expectations.

Mr. Director-General, you can also count on our mobilization to make progress in achieving the other health-related Sustainable Development Goals. Covid-19 must not be a pretext for justifying delays, but rather a catalyst. The pandemic has made us aware that health is a condition for the proper functioning of our societies. It has been a stark reminder of the importance of resilient health systems and of the true value of the work done by health workers. The pandemic continues to

illustrate the dramatic consequences of a lack of access to primary health care, especially for children and for women with regard to sexual and reproductive health and rights, as per the new European Consensus on Development[†]. The pandemic calls for the establishment and implementation of a "One Health" approach that takes into account the interface between human and animal health and environmental factors. Finally, in terms of collateral damage, the pandemic is a cruel reminder that non-communicable diseases remain the main source of morbidity and premature death in the world. Let's find together the means and ways to reach the SDG target of reducing premature mortality from NCDs by one-third.

I thank you.

[†] Para. 34 of the [New European Consensus on Development](#): « The EU remains committed to the promotion, protection and fulfilment of all human rights and to the full and effective implementation of the Beijing Platform for Action and the Programme of Action of the International Conference on Population and Development (ICPD) and the outcomes of their review conferences and remains committed to sexual and reproductive health and rights (SRHR), in this context. Having that in mind, the EU reaffirms its commitment to the promotion, protection and fulfilment of the right of every individual to have full control over, and decide freely and responsibly on matters related to their sexuality and sexual and reproductive health, free from discrimination, coercion and violence. The EU further stresses the need for universal access to quality and affordable comprehensive sexual and reproductive health information, education, including comprehensive sexuality education, and health-care services ».

[FRENCH VERSION]

150^e session du Conseil exécutif de l'OMS, Janvier 2022

Point de l'ordre du jour : 2 Rapport du Directeur général

==DÉCLARATION UE==

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Directeur général,

Je prononce cette déclaration au nom de l'UE et de ses 27 États membres. La République de Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et la Géorgie se rallient à cette déclaration.

Cela fait deux ans, presque jour pour jour, que vous avez déclaré la Covid-19 comme une Urgence de santé publique de portée internationale Covid-19. Du côté des bonnes nouvelles, nous avons assisté à des innovations scientifiques majeures avec le développement de vaccins à ARN-messager ; nous avons également assisté à un élan de solidarité internationale illustré par la livraison, le 16 janvier 2022, de la milliardième dose de vaccin via le COVAX, et par l'établissement de centres de transfert de technologie. Du côté des défis, nous constatons que le nombre de nouveaux cas continue de s'établir à des niveaux records, que trop de pays n'ont pas encore pu atteindre les objectifs de vaccination, que l'accès aux technologies de la santé reste insuffisant et que la lutte contre le Covid-19 a conduit à négliger voire à exacerber d'autres problèmes de santé.

Notre objectif à tous reste de mettre fin à cette crise le plus rapidement possible. L'UE et ses États membres sont pleinement engagés à soutenir la réponse mondiale à la pandémie de Covid-19. L'UE a déjà exporté 1,4 milliard de doses de vaccins vers plus de 150 pays et fera don de 700 millions de doses d'ici à la mi-2022. Pour que nous puissions "passer des vaccins à la vaccination" dans le monde entier, nous devons faire davantage. Nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs mondiaux fixés pour la mi-2022. Nous devons relever ce défi.

L'architecture sanitaire mondiale a souffert ces dernières années. Le moment est venu d'en combler les lacunes. L'UE est déterminée à jouer son rôle. Nous avons soutenu dès le début l'idée d'un traité sur les pandémies et nous sommes également favorables à une modernisation du RSI (2005). Nous appelons également au renforcement du rôle de l'OMS dans la direction et la coordination des activités sanitaires internationales, en collaboration avec ses partenaires. Une efficacité accrue grâce à une gouvernance rationalisée, la redevabilité et un Conseil exécutif engagé à accroître la transparence et à accélérer les processus de décision, sont des facteurs clés dans cette entreprise. Le financement durable doit également être au centre du processus de renforcement. Nous ne pouvons ignorer le sous-financement chronique de l'organisation, qui entrave sa capacité à répondre aux attentes des États membres.

Monsieur le Directeur général, vous pouvez également compter sur notre mobilisation pour progresser dans la réalisation des autres Objectifs de développement durable liés à la santé. La Covid-19 ne doit pas être un prétexte pour justifier des retards, mais plutôt un catalyseur. La pandémie nous a fait prendre conscience que la santé est une condition du bon fonctionnement de nos sociétés. Elle nous a rappelé brutalement l'importance de systèmes de santé résilients et la valeur réelle du travail accompli par les agents de santé. La pandémie continue d'illustrer les conséquences dramatiques du manque d'accès aux soins de santé primaires, en particulier pour les enfants et pour les femmes en ce qui concerne la santé et les droits sexuels et reproductifs, conformément au nouveau consensus européen sur le développement[‡]. La pandémie appelle à l'établissement et à la mise en œuvre d'une approche "Une seule santé" qui prenne en compte l'interface entre la santé humaine et animale et les facteurs environnementaux. Enfin, en termes de dommages collatéraux, la pandémie rappelle cruellement que les maladies non transmissibles restent la principale source de morbidité et de décès prématurés dans le monde. Trouvons ensemble les moyens et les voies pour atteindre l'objectif du développement durable de réduction d'un tiers la mortalité prématurée due aux maladies non transmissibles.

Je vous remercie.

[‡] Paragraphe 34 du [nouveau Consensus européen pour le Développement](#) : « L'Union européenne demeure attachée à la promotion, à la protection et au respect de tous les droits de l'homme ainsi qu'à la mise en œuvre complète et effective du programme d'action de Beijing, du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et des conclusions issues de leurs conférences d'examen, et, à cet égard, elle demeure attachée au respect de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation. Dans cette optique, l'Union européenne réaffirme être déterminée à promouvoir, protéger et faire respecter le droit de chacun d'être pleinement maître de sa sexualité et de sa santé sexuelle et génésique et de prendre librement et de manière responsable des décisions dans ce domaine, sans aucune discrimination, contrainte ou violence. L'Union européenne souligne en outre la nécessité d'assurer l'accès universel à une information et à une éducation complètes, de qualité et abordables concernant la santé en matière de sexualité et de procréation, y compris une éducation sexuelle complète, et aux services de soins de santé.